

## Israël bloque des pièces détachées vitales pour les systèmes d'eau et d'assainissement de Gaza

### Description

Le 9 janvier 2022, par Amira Hass



Israël bloque l'entrée de centaines de pièces de rechange vitales pour le fonctionnement correct des systèmes d'eau et d'assainissement de Gaza. En conséquence, l'eau usée partiellement traitée est relâchée dans la mer, les fuites d'eau des canalisations sont encore pires que d'habitude, le débordement des eaux de pluie cause un danger d'inondation. La qualité et la quantité de l'eau potable, purifiée dans des installations spéciales, sont donc aussi affectées et les mêmes problèmes ne cessent de se reproduire parce que les réparations sont faites avec des matériaux de fortune.

Les responsables palestiniens du Service des eaux de Gaza disent qu'il y a eu de longs délais et des atermoiements inexplicables dans l'obtention des approbations pour faire entrer les divers articles nécessaires depuis la fin de la guerre en mai. Un responsable israélien de la sécurité rejette les accusations de délais.

Maher an-Najar, directeur général adjoint du Service des eaux des municipalités civiles (Gaza) dit qu'avant la guerre, les fournisseurs et les entrepreneurs attendaient entre une semaine et un mois pour obtenir un permis israélien afin de faire entrer des articles nécessaires en urgence pour la maintenance régulière ou des réparations, alors que le temps d'attente est maintenant de deux à cinq mois ou plus. Environ 500 installations d'eau ou d'assainissement de Gaza souffrent actuellement d'une grave pénurie de valves, de filtres, de pompes, de tuyaux, d'équipement électromécanique, de câbles électriques, de pièces de rechange pour les véhicules de service et de pièces pour les ordinateurs et les systèmes informatiques utilisés pour le contrôle, la collecte et l'exploitation des données.

« Les nouveaux projets que nous avons construits, comme les usines de dessalement, une usine de traitement des eaux usées, des réservoirs d'eau et plusieurs des puits sont tous exploités au moyen d'un système informatique sophistiqué », dit An-Najar. « Et cela nécessite un approvisionnement continu de pièces de rechange pour qu'ils fonctionnent ». Il dit qu'avant la guerre de mai, des demandes de pièces de rechange pour les systèmes informatiques ont été déposées, y compris un serveur nécessaire pour le bureau principal. Ces demandes n'ont toujours pas eu de réponse depuis.

Une des installations affectées est la station de pompage des eaux usées à Khan Yunis. L'usure de l'équipement a conduit à des inondations répétées. Deux nouvelles pompes

Il y a eu des problèmes d'installation, mais le permis pour un réservoir tampon (qui neutralise la pression de l'eau dans le système) et les valves qui l'accompagnent, demandé avant la guerre, a mis longtemps à venir. Les canalisations ont commencé à exploser, donc les vieilles pompes ont été remplacées pour empêcher que les nouvelles soient endommagées par les fréquents dysfonctionnements. Le réservoir tampon est finalement arrivé il y a deux mois, mais sans les valves, donc il n'est pas encore installé. « Sans la capacité de neutraliser la pression, une autre canalisation explose chaque jour à la station de pompage, et nous improvisons une réparation », dit An-Najar.

Il manque environ une centaine de pièces de rechange pour l'équipement électromécanique et des valves au nouveau traitement des eaux usées de Khan Yunis, connecté à la station de pompage mentionnée plus haut. Pendant la guerre, les ouvriers ont dû quitter l'usine à cause des bombardements, et donc le travail de maintenance ne pouvait être effectué.

À l'usine de dessalement de l'eau de mer à Deir al-Balah au centre de Gaza, l'article manquant le plus important, toujours en attente de l'approbation israélienne, est le panneau de contrôle de l'aile centrale (nécessaire pour dessaler 3 400 des 6 000 mètres cubes d'eau chaque jour). Donc, moins d'eau est dessalée et le Service d'eau doit tirer l'eau à partir de puits qui étaient affectés à cause de leur haut taux de salinité.

En dehors des délais inexplicables de ces derniers mois, une interdiction israélienne relativement nouvelle, du début 2021, perturbe aussi le fonctionnement correct de l'eau et des systèmes de purification gazouis ; Israël ne permet pas l'entrée de tuyaux d'acier plus larges que 1,5 pouces [3,8 cm] de diamètre, alors que les usines de dessalement et de traitement des eaux usées exigent des tuyaux de un diamètre compris entre 2 et 10 pouces [Entre 5 et 25,4 cm]. Donc, les ouvriers de l'usine d'eau de Gaza sont incapables de réparer correctement les canalisations existantes, dont certaines ont été endommagées par les bombardements en mai. Par conséquent, l'eau et les eaux usées fuient de plus en plus. An-Najar dit que la principale inquiétude durant l'actuelle saison pluvieuse est l'inondation des quartiers résidentiels et l'intérieur des maisons à cause d'une évacuation moins importante.

Des responsables de l'Administration de coordination et de liaison, qui fait partie de la Coordination de l'activité du gouvernement dans les territoires (COGAT) du ministre de la Défense, ont dit aux coordinateurs et ingénieurs du Service de l'eau d'utiliser des tuyaux de plastique, mais An-Najar dit que les tuyaux aux points de sortie des stations de pompage doivent être en métal, à cause de la pression de l'eau. « Nos ingénieurs n'auraient pas demandé un tuyau en métal si un tuyau en plastique pouvait être installé à la place », dit-il.

Les usines de purification et de dessalement de l'eau pour l'eau potable souffrent aussi d'une pénurie de pièces de rechange. Il n'y a pas de substitut pour ces usines, parce que les eaux souterraines à Gaza sont insuffisantes pour la population en augmentation. Un sur-pompage de plusieurs décennies a provoqué des infiltrations d'eau de mer dans l'aquifère. Les 300 puits de Gaza produisent annuellement 85 millions de mètres cubes d'eau, qui cessent de dessaler et purifier.

Israël a refusé et refuse encore de connecter Gaza à l'infrastructure en eau du pays, alors même qu'il contrôle les sources d'eau de Cisjordanie, détournant la majeure partie de l'eau vers la population israélienne. L'Autorité palestinienne, le Hamas et les pays donateurs

À l'heure où ils insistent pas sur une augmentation substantielle de l'eau effectivement vendue à Gaza par Israël, et se reposent à la place sur le développement d'autres installations de dessalement.

Aujourd'hui, plus de vingt ans après les premières discussions sur le dessalement de l'eau de mer à Gaza, 8 millions de mètres cubes par an viennent des usines de dessalement qui y ont été construites. La reconnaissance internationale que la crise persistante de l'eau nécessite aussi un approvisionnement de la part d'Israël a conduit à une augmentation de la quantité d'eau vendue à Gaza par la compagnie d'eau Mekorot, de 5-8 millions de mètres cubes à l'époque du désengagement de 2005 à seulement 15 millions de mètres cubes aujourd'hui.

En tout, seulement 20% de l'eau de Gaza ne requiert ni dessalement ni purification. Quand les usines de purification et de dessalement de l'eau ne fonctionnent qu'à capacité partielle, tant la quantité que la qualité de l'eau potable disponible déclinent de manière significative, avec toutes les implications pour la santé publique. Environ 100 usines sont gérées par les municipalités et le Service d'eau, fournissant un approvisionnement d'eau potable à 180 000 résidents, surtout des familles pauvres. Ces personnes ne peuvent se permettre d'acheter de l'eau importée en bouteilles ou de l'eau purifiée dans une usine privée. Des centaines d'autres usines privées vendent de l'eau purifiée aux résidents locaux.

L'usine de traitement des eaux usées à Al-Bureij au centre de Gaza, qui dessert environ 800 000 personnes, a vu récemment une certaine amélioration dans la réception de l'approbation israélienne pour ses pièces de rechange. L'Allemagne a investi 100 millions de dollars pour la construire. Trente pays et organisations internationales ont contribué au système d'eau et d'épuration de Gaza, dit An-Najar, mais la plupart n'ont pas donné de sommes aussi importantes. « Et, contrairement aux représentants du gouvernement allemand, ils ne peuvent pas tous demander constamment à COGAT pourquoi les matériaux nécessaires au projet qu'ils ont subventionnés sont bloqués ». Et cette usine n'est que l'une d'environ 500, a souligné An-Najar. Manquant de pièces de rechange, l'usine d'Al-Bureij ne peut traiter que 35 000 mètres cubes d'eau usée par jour au lieu de 60 000. Le reste est dirigé vers des usines plus anciennes et l'eau usée partiellement traitée s'écoule dans la mer. « C'est mauvais pour notre environnement, c'est mauvais pour notre usine de dessalement de l'eau de mer, et c'est mauvais pour l'environnement des Israéliens aussi, parce que Ashdod et Ashkelon sont si proches », dit An-Najar.

Les entrepreneurs et les fournisseurs qui ont gagné les appels d'offres du Service d'eau palestinien pour acheter des pièces de rechange et matières premières soumettent les demandes pour approbation à l'importation de l'équipement. A cause du long temps de gestion et des frais de stockage qui s'accumulent dans les ports, les offres des entrepreneurs sont environ 30% plus élevées que les coûts de base, dit An-Najar. L'argent supplémentaire aurait pu être investi dans le développement et l'expansion du réseau. Les ouvriers et les administrateurs de l'usine gaspillent aussi beaucoup de temps précieux dans des tentatives interminables pour apprendre de l'Administration israélienne de coordination et de liaison ce qui est passé avec les demandes soumises.

COGAT dit en réponse à une enquête de Haaretz sur les délais que dans les derniers mois, l'administration a travaillé à intégrer des systèmes technologiques qui raccourciront la

procédure bureaucratique et améliorera la procédure d'importation des produits dans la Bande de Gaza, y compris pour les matériaux à double usage ». Une source, au Service de l'eau palestinien, explique que cette déclaration se réfère au remplacement de la méthode d'enregistrement des demandes par un système en ligne différent. Dans le nouveau système (appelé Yuval), l'article spécifique doit être listé dans la base de données [associée] ; s'il ne l'est pas, le système ne peut gérer la requête. Cette condition n'existait pas dans l'ancien système. Donc les ingénieurs et les entrepreneurs doivent maintenant chercher l'article le plus similaire à celui qu'ils veulent et qui apparaît dans le système israélien. Pendant plusieurs mois, les requêtes ont été déposées dans les deux systèmes, mais l'administration israélienne a récemment exigé que les anciennes requêtes soient déposées selon le système Yuval. Donc même si l'administration israélienne de coordination dit que cela améliore le système, le changement n'a fait pour le moment que de compliquer la procédure.

L'enquête auprès de COGAT attachait une liste de 11 demandes d'articles manquants dans l'usine de traitement des eaux usées de Al-Bureji, financée par l'Allemagne. Une source de la sécurité a dit qu'aucune demande n'avait été déposée pour certains de ces articles, que divers documents manquaient pour d'autres et que d'autres encore avaient déjà été approuvés. Le responsable palestinien dit que chaque demande sur la liste se voit assigner un numéro quand elle est saisie dans le système en ligne (ancien ou nouveau) et que la liste elle-même prouve que toutes les demandes ont été déposées. De plus, l'usine envoie aussi chaque demande en ligne par email à la personne en charge à l'administration israélienne de coordination pour encore plus de garantie. Il a aussi dit que si certains documents manquaient vraiment, on s'attendrait à ce que les entrepreneurs et le Service de l'eau en soient informés directement et immédiatement, plutôt que des mois plus tard.

Gisha, une organisation israélienne de défense des droits humains qui enquête sur la politique israélienne à Gaza et s'efforce de la changer, est convaincue que les délais sont motivés politiquement. « Israël fait une utilisation inacceptable de son contrôle du mouvement des produits dans et hors de Gaza comme outil pour exercer une pression politique, aux dépens des Gazaouis et sans porter la responsabilité des effets graves que cette conduite a sur leurs conditions d'existence », dit-elle. Gisha ajoute que le délai dans l'importation des pièces de rechange pour l'infrastructure de l'eau « est un comportement cruel qui va à l'encontre des obligations légales d'Israël à maintenir une vie normale dans Gaza, et ce comportement doit prendre fin ».

Trad. CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [Haaretz](#)

**date créée**  
2022/01/17